

Arrêté n° PCICP2024208-0001

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société EOLIS LES CHAMPS pour son parc éolien implanté sur le territoire des communes de DROUPT-SAINT-BASLE, DROUPT-SAINT-MARIE et LES GRANDES-CHAPELLES

---  
La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

**VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDT-SF-2017025-0001 du 25 janvier 2017 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le rapport du 21 novembre 2023 de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est établi à la suite de la visite d'inspection du 29 septembre 2023 ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier en recommandé avec accusé de réception du 1<sup>er</sup> décembre 2023 à la société EOLIS LES CHAMPS, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

**CONSIDÉRANT** que les constats relevés par l'inspection des installations dans son rapport susvisé montrent que les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral n°DDT-SF-2017025-0001 du 25 janvier 2017, relatif à la plantation d'une haie champêtre d'une largeur minimale de 8 mètres et une longueur minimale de 200 mètres en réduction de l'impact paysager du parc éolien exploité par la société EOLIS LES CHAMPS n'est pas respecté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;*

**CONSIDÉRANT** qu'il convient donc de mettre en demeure la société EOLIS LES CHAMPS de respecter les articles 7.3.3 de l'arrêté préfectoral n°DDT-SF-2017025-0001 du 25 janvier 2017 susvisé et R. 541-45 du code de l'environnement, à savoir la propreté des abords des éoliennes et l'empierrement compactage sous les éoliennes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – MISE EN DEMEURE**

La société EOLIS LES CHAMPS est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral n° DDT-SF-2017025-0001 du 25 janvier 2017, relatif à la plantation d'une haie champêtre d'une largeur minimale de 8 mètres et une longueur minimale de 200 mètres.

### **Article 2 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes et à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le **26 JUIL. 2024**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.